



Education : état d'urgence

Le CDN place son plan d'action dans une perspective plus globale de luttes convergentes incluant tout le monde (GJ, SR, parents...) visant à rassembler largement la population sur des exigences communes pour une plus grande justice sociale, fiscale, environnementale, les services publics, la fonction publique, un pouvoir d'achat augmenté.

Afin de lutter contre la mise en place de l'école libérale et de l'austérité à l'école qui se traduit cette année par 2650 suppressions de postes d'enseignants, l'injection massive d'HSA et la poursuite de la montée des effectifs dans les classes, le CDN, pour favoriser l'émergence d'une autre politique éducative propose de mettre en place un plan d'action sur la durée, ponctué de temps forts nationaux et d'initiatives locales.

Les enjeux concernant l'ensemble des salariés, du public comme du privé, nécessitent que l'intersyndicale interprofessionnelle trace un plan d'action le plus rapidement possible et dans le cadre le plus unitaire possible.

Le SNEP et la FSU devront, dès aujourd'hui, mener une campagne forte sur les dangers, tant pour les personnels que pour les usagers, de la réforme prévue de la Fonction publique en lien avec les réformes territoriales et le projet Cap 22 qui annonce un modèle libéral des SP, qui précarise les personnels et diminue gravement la qualité du service aux usagers.

Le SNEP-FSU considère que l'émergence du mouvement des « stylos rouges » traduit une colère légitime sur des thématiques qu'il porte de longue date (salaires, conditions de travail, réformes du collège et du lycée...) et une aspiration à rassembler au-delà des clivages. Il est de notre responsabilité d'enclencher des actions les plus larges et rassembleuses sur notre secteur.

Sans attendre, le SNEP-FSU, fort de ses mandats et de sa représentativité, porte les propositions progressistes et appelle à un processus continu d'actions, locales et nationales, dans l'idée d'amener le maximum de collègues, y compris ceux qui sont habituellement peu mobilisés, ceux qui se retrouvent dans le mouvement des stylos rouges et des militants ainsi que les usagers (parents, élèves, étudiants).

Dans ce cadre, le SNEP-FSU appelle à la grève le 24 janvier. Le SNEP-FSU appelle les collègues à se rassembler dans les assemblées générales d'établissements pour débattre des suites, ce qui permettrait un élargissement rapide et portera l'idée d'une manifestation nationale. Il appelle à la création de comités d'action permanente. Le SNEP-FSU propose que ces comités se créent dès le 24/01/2019 et à utiliser le temps de la grève pour cela et se rendre ensuite à la manifestation.

Le CDN appelle à :

- se rapprocher, là où c'est possible, avec la FSU, des acteurs des mouvements sociaux (« gilets jaunes, « stylos rouges »...) pour partager les analyses de la situation et envisager, si accord, des actions communes
- rassembler et construire au plus près des établissements, avec les enseignants, les parents d'élèves, les élèves... des comités locaux d'action et de réflexion (sous quelque forme que ce soit) pour défendre et promouvoir le système public d'éducation pour la démocratisation de la réussite scolaire



- Lutter contre le métier empêché et refuser les sur-effectifs dans les classes
Formes d'actions possibles : « Messages devant les établissements » (banderoles ou pancarte avec slogan de type « le sur effectif nuit grandement à la qualité de l'enseignement et à la réussite des élèves »), réunion avec les parents d'élèves, votation d'initiative citoyenne sur la limitation des effectifs par classe, silhouettes « élèves sacrifiés »...
- Refuser des réunions inutiles
- Refuser les HSA et leur massification
Refus des HSA qui « tuent l'emploi », refus des HSA qui dégradent nos conditions de travail (et donc de réussite des élèves), refus des HSA qui démultiplient les compléments de service alors que les heures sont présentes dans les établissements (fatigue et risque de trajet, temps de trajet, moindre investissement dans l'établissement, trajets inutiles qui vont augmenter le bilan carbone)...
Silhouettes « suppressions de postes », envoi mail aux parlementaires sur le temps de travail et conditions de travail des enseignants, refuser le « travailler plus pour recruter moins » en demandant les coordinations en décharge, parrainage d'étudiants...
Attribuer un carton rouge au ministre Blanquer.
- Refuser les DHG de l'école libérale et proposer des DHG de la réussite !
Proposer des DHG alternatives avec une limitation des effectifs par classe et les dédoublements en partant des besoins. Voter contre les DHG. Mise en place d'un compteur national. Référendum des parents sur la DHG. Actions à l'occasion des CTSD et CTA pour rassembler les collègues et exprimer les besoins (presse, usagers...).

D'autres activités sont aussi à mettre dans le paysage : cahiers de doléances pour transformer l'école, occupation des établissements, nuits dans les établissements, « établissements morts » avec les parents, actions vis-à-vis des notes (stop « Pronote »), s'inviter dans le Grand débat pour exiger une école ambitieuse...

Les actions devront en permanence informer les collègues, les parents et la presse en utilisant au maximum les outils numériques pour informer, relayer, dynamiser les luttes.

Au plan général, nous devons porter la nécessité d'une élévation du niveau de mobilisation pouvant aller jusqu'à un « shut down » à l'envers, c'est-à-dire l'arrêt complet des services publics sur une journée pour montrer leur importance.

Toute action d'un établissement devra être relayée rapidement afin de construire des dynamiques de lutte.

Le SNEP-FSU demande la création urgente d'un collectif budgétaire de 10 MDS d'€ pour transformer les HSA en HP et la création de postes à la hauteur des besoins.